

Le sénateur Zyzyk conviendra avec moi que les méthodes d'exploitation agricole dans les Prairies ont beaucoup changé depuis les années 30. Je doute fort que les céréaliculteurs des Prairies connaissent une autre période de crise comme celle des années 30. Grâce à de nombreux facteurs inhérents à l'économie actuelle, cette situation ne devrait pas se reproduire. En outre, la conjoncture mondiale est bien différente aujourd'hui de ce qu'elle était alors.

J'espère sincèrement que cette situation ne se reproduira pas, mais tout peut arriver, et c'est pourquoi j'envisage cette possibilité. Mais je répète que si cela se produisait, il serait nécessaire, à mon avis, de modifier cette loi pour qu'elle atteigne l'objectif voulu. Quoi qu'il en soit, nul ne peut prédire l'avenir. Si nous nous trouvons dans une telle situation, je serai l'un des premiers à m'en plaindre.

Je pense avoir répondu aux principales questions soulevées par l'honorable sénateur. Si mes réponses ne lui semblent pas satisfaisantes, j'espère qu'il les posera aux membres du comité auquel ce bill sera renvoyé.

Honorables sénateurs, si le bill est adopté en deuxième lecture, je proposerai son renvoi au comité.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 2^e fois.)

RENVOI AU COMITÉ

Son Honneur le Président: Honorables sénateurs, quand le bill sera-t-il lu pour la troisième fois?

Le sénateur McDonald propose que le bill soit renvoyé au comité permanent de l'agriculture.

(La motion est adoptée.)

LE LIBRE-ÉCHANGE

L'OPPORTUNITÉ DE L'ADOPTION DU LIBRE-ÉCHANGE COMME PRINCIPE ÉCONOMIQUE—AJOURNEMENT DU DÉBAT

L'honorable Paul Desruisseaux, ayant donné préavis:

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité, pour le Canada, d'adopter une politique économique de libre-échange intégral.

[Français]

—Honorables sénateurs, le libre-échange absolu préconisé par certains économistes, et considéré récemment par le Conseil économique du Canada en vue d'aider l'expansion de notre commerce international, mérite de notre part une étude sérieuse.

Nous savons aujourd'hui que l'adoption des théories économiques de Keynes qui, bien sûr, nous plaisaient parce qu'elles reportaient indéfiniment, et à tous les niveaux, nos problèmes de dettes et d'obligations dans l'avenir et nous permettaient, par endettement, la stimulation de notre économie, nous place maintenant en face d'immenses obligations sans cesse grandissantes qui nous rendraient vraiment, et en réalité, pauvres lors d'un règlement de compte. La politique de Keynes, même avec ses avantages, nous fut coûteuse, fort coûteuse. Nous avons réussi à nous bâtir une dette astronomique et grandissante qui gèle, par son service d'intérêts, une partie importante de tous nos revenus gouvernementaux. L'argent que nous avons réussi à garder en poche, en réalité, nous le devons.

En plus, à cause de nos obligations, nous léguerons à nos enfants et aux générations qui les suivront une succession déficitaire embarrassante et le fardeau de lourdes charges dont nous sommes responsables et qui, dans l'histoire, nous condamneront peut-être à leurs yeux.

[Le sénateur McDonald.]

● (2030)

C'est là une des raisons pour lesquelles je ne cesse de souligner toute l'importance d'un choix prudent de politique d'économie qui n'offre pas l'instabilité d'autant plus que nous reconsidérons présentement nos guides économiques, que nous repensons nos moyens d'expansion du commerce international avec les pays industrialisés et les pays sous-développés.

Il est devenu à la mode, chez certains de nos économistes en vedette, de préconiser pour le Canada la politique d'un échange absolu qui pour moi n'a rien de rationnel.

Le libre-échange, à mon avis, pour être efficace, doit se faire dans certains secteurs de notre économie et dans certaines conditions définies qui ne risquent pas de nous rendre fortement déficitaires dans nos balances économiques. Il reste difficile pour l'homme pratique de concevoir notre pays qui bénéficie d'un haut standard de vie et d'une forte protection contre un chômage élevé, qui supporte une dépense familiale accrue à cause des luttes contre nos températures extrêmes, et qui s'assure de l'État une aide médicale, une pension de retraite et un revenu minimum garanti en cas de non emploi, alors que l'État s'oblige de prélever les argents nécessaires ou d'assumer des dettes qui deviendront éventuellement exigibles.

C'est dans ces conditions que doivent produire nos manufacturiers canadiens. C'est pour cela qu'ils voient doubler ou tripler le coût des produits pour l'exportation, lorsqu'ils traitent avec les autres pays qui n'ont pas à faire face à des exigences marginales majeures.

Il y a plus de gens au Canada, et surtout au Québec, et dans les provinces qui comptent sur l'industrie secondaire pour leur survivance économique. Les dommages causés encore récemment à des secteurs importants de l'industrie secondaire, par un simple relâchement des protections tarifaires dans certains secteurs, sans obtenir des avantages compensateurs dans nos exportations, ne sont qu'un sombre présage des désastres qui résulteront pour notre économie et notre industrie secondaire d'une application imprudente et puriste d'une politique totalement libre-échangiste au Canada.

[Traduction]

Les industries de transformation qui seraient très touchées par un libre-échange absolu ont été, sont encore et doivent rester le pivot principal de l'économie canadienne. Leur expansion constante est très importante pour notre pays. Et ces industries sont aussi indispensables à notre système économique que dans tout autre bon système économique, où que ce soit. Sans elles, le Canada ne pourrait garder sa place au rang des principaux pays industriels. Les études réalisées par William Lougheed et de nombreuses autres études dues à d'éminents économistes, viennent corroborer ce point de vue.

Pas besoin d'être très érudit dans ce domaine pour affirmer qu'en ce qui concerne notre économie nationale, et si l'on veut obtenir une plus forte croissance de notre produit national brut, il nous faudra apporter à l'industrie secondaire tout le soin nécessaire afin qu'elle joue un rôle beaucoup plus important dans notre vie économique. Nous devons donc nous mettre d'accord sur des politiques économiques réalistes à long terme et nous entendre tout d'abord avec nos provinces et ensuite avec nos partenaires commerciaux étrangers. Nous devons adopter une politique économique sûre, uniforme et stable. Il faudra l'appliquer en se donnant pour objectif de placer l'économie canadienne sur un terrain ferme à long terme pour lui permettre de réaliser un équilibre commercial favorable et